



## **MARCHE DE PRESTATIONS DE SURETE ET GESTION DES PARKINGS POUR L'AEROPORT DE LIMOGES-BELLEGARDE**

Appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 et R 2124-2 1° du code de la commande publique.

### ***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)***

Date et heure limite de réception des offres : **LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 17h00**

Lieu de réception des offres : Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1    Objet de la consultation.....	3
1.2    Conditions d'exécution du marché.....	3
1.3    Décomposition en lots et nomenclature CPV.....	3
1.4    Technique d'achat.....	3
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	5
3.1    Durée du marché - Délai d'exécution.....	5
3.2    Conditions d'exécution des prestations.....	5
3.3    Variantes .....	5
3.4    Type de contractant exigé.....	6
3.5    Délais de validité des offres .....	6
3.6    Mode de règlement et modalités de financement .....	6
3.7    Conditions particulières d'exécution.....	6
ARTICLE 4 – SOUS TRAITANCE.....	6
ARTICLE 5- EXECUTION DES PRESTATIONS .....	7
ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHE .....	7
6.1    Présentation des prix .....	7
6.2    Contenu des prix.....	7
6.3    Détermination des prix de règlement .....	8
6.4    Dispositions sur les prix .....	8
ARTICLE 7 – REVISION DE PRIX.....	9
ARTICLE 8 – MODE DE REGLEMENT – FACTURATION.....	10
8.1    Conditions de paiement .....	10
8.2    Conditions de facturation .....	10
ARTICLE 9 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES.....	10
9.1    Réparation des dommages : .....	10
9.2    Assurances à souscrire par le titulaire à ses frais .....	11
ARTICLE 10 – MONNAIE – LANGUE – DROIT ET REGLEMENT DES LITIGES .....	13
ARTICLE 11 – PENALITES .....	13
ARTICLE 12 – RESILIATION.....	13
ARTICLE 13 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE ET DE SECRET .....	14
ARTICLE 14 – DEROGATION AU CCAG/FOURNITURES COURANTES ET SERVICES .....	15

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 – Objet de la consultation

Le présent accord cadre a pour objet des prestations de sûreté aéroportuaire, inspection filtrage des passagers et des bagages de cabine (IFPBC), inspection filtrage des bagages de soute (IFBS), le contrôle des accès et gestion des alarmes, la gestion des parkings et la gestion des TCA et laissez-passer véhicules à l'aéroport international de Limoges-Bellegarde.

La consistance des prestations et leurs spécifications sont contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et de leurs annexes éventuelles ci-joints, ainsi qu'aux dispositions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

### 1.2 – Conditions d'exécution du marché

Le présent marché est passé avec publicité et mise en concurrence selon la procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 et R.2124-2 1° du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de service.

### 1.3 – Décomposition en lots et nomenclature CPV

Il s'agit d'un marché unique.

Le marché n'est pas alloti.

Code CPV : 79710000 – 4 : Services de sécurité

Code CPV : 63712400 – 7 : Services de parc de stationnement

### 1.4 – Technique d'achat

Il s'agit d'un accord-cadre passé en application de l'article L.2125-1 du Code de la commande publique. L'accord-cadre a pour objet d'établir les règles relatives aux bons de commande passés mensuellement sur la base de la programmation envoyé par le titulaire (articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique). Il n'y a pas de minimum mais un montant maximum d'achat.

Montant € HT (maximum annuel)
2 400 000 €

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité du marché. Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

Les notifications des bons de commandes seront effectuées par l'aéroport international de Limoges - Bellegarde, en fonction de ses besoins. L'aéroport international de Limoges-Bellegarde transmettra

chaque bon de commande à réaliser au titulaire retenu en y indiquant les quantités, le prix et le montant des prestations commandées, les délais d'exécution et les lieux d'exécution.

Chaque bon de commande indiquera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la date et le numéro de référence du marché,
- la date et le numéro du bon de commande,
- la nature et la description des prestations à réaliser,
- le délai d'exécution des prestations,
- la quantité,
- le prix,
- les modalités, la date et le lieu d'exécution
- l'adresse de facturation.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre. Les bons de commandes peuvent être envoyés par courriel ou par courrier.

## **ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ◆ L'Acte d'Engagement ATTR11 et son annexe financière « bordereaux des prix unitaires »,
- ◆ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- ◆ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- ◆ Le formulaire DC4 « Acte spécial en cas de sous-traitance » si nécessaire, ou équivalent,
- ◆ Le Règlement de Consultation (RC),
- ◆ L'offre technique et financière du candidat,

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo), sauf dérogations apportées par le présent CCAP est réputé parfaitement connu, ce document n'est pas joint au présent marché.

Le marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Ses dispositions prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne et le titulaire, préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'y intégrer.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat ou de location, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

**Les prestations, objet du présent marché, devront être conformes :**

- aux dispositions et spécifications techniques des CCTP
- aux normes françaises homologuées ou à d'autres normes applicables en France, en vertu d'accords internationaux, en vigueur le premier jour du mois précédant la date limite de réception des offres
- aux normes françaises ou à des normes internationales existantes dans un autre Etat membre de l'Union Européenne, transposant les normes européennes, en vigueur pendant la durée d'exécution du marché.

## **ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **3.1 – Durée du marché - Délai d'exécution**

La durée du marché est de **trente-six (36) mois** à compter, **du 1er décembre 2025**. Il prendra fin le 30 novembre 2028.

L'accord cadre est renouvelable une fois pour une période d'un an par reconduction expresse sans que sa durée de validité ne puisse excéder 4 ans maximum.

Le pouvoir adjudicateur prend par écrit, dans les trois (3) mois précédents l'échéance du marché, sa décision de reconduire ou non le marché. Le titulaire de l'accord cadre ne peut pas refuser sa reconduction (article R.2112-4 du code de la commande publique). En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

### **3.2 – Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

L'annexe 4 du DCE détaille l'effectif en CDI du prestataire de sûreté actuel à la date du 30 juin 2025, par poste et selon la convention collective des agents de sûreté.

L'exécution du marché est soumise à des conditions particulières, les candidats doivent être titulaires :

- d'une autorisation d'exercice de l'activité privée de sécurité visée à l'article L 612-9 du code de la sécurité intérieure ;
- d'un agrément de la personne physique dirigeant, gérant ou associé visé à l'article L 612-6 du code de la sécurité intérieure ;
- le double agrément visé à l'article L6342-4 du code des transports
- l'habilitation conformément à la réglementation en vigueur (article L6342-2 du code des transports)

L'aéroport de Limoges -Bellegarde passe un bon de commande mensuel sur proposition d'une matrice transmise par le titulaire.

### **3.3 – Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **3.4 – Type de contractant exigé**

L'offre des candidats sera présentée par une entreprise seule (titulaire unique) ou par un groupement. L'acheteur souhaite que le groupement, s'il devient titulaire du marché, adopte la forme solidaire. La forme de ce groupement ne peut pas être exigée au stade de la candidature.

En conformité avec les dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-24 et R.2142-26 à R.2142-27, il est rappelé que :

- un même prestataire peut présenter une candidature soit à titre individuel, soit en qualité de membre d'un (ou de plusieurs) groupement(s), mais qu'il ne peut en aucun cas cumuler ces deux qualités en réponse à une même consultation,
- l'un des prestataires doit être désigné comme mandataire pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur, et coordonner les prestations des membres du groupement,
- un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement en réponse à une même consultation.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

**Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.**

### **3.5 – Délais de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **cent vingt (120) jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

### **3.6 – Mode de règlement et modalités de financement**

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

Le marché est financé sur fonds propres.

### **3.7 – Conditions particulières d'exécution**

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L.2113-12 à L.2113-16 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 4 – SOUS TRAITANCE**

La sous-traitance sera autorisée dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique (voir article du 5 du CCAP).

La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du marché est possible à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Les sous-traitants sont soumis à l'accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

La sous-traitance est régie par la loi du 31 décembre 1975 et par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique qui prévoit le paiement direct de la personne publique cocontractante au bénéfice du sous-traitant déclaré et ce dès que le montant du contrat de sous-traitance atteint 600 € TTC.

Le sous-traitant peut être présenté soit au stade de la candidature, soit au stade de l'offre, ou encore au stade de l'exécution de la prestation.

Les sous-traitants devront fournir lors du dépôt de leur offre un dossier complet comprenant l'ensemble des pièces demandées aux candidats dans l'avis d'appel public à la concurrence nécessaire à l'agrément des sous-traitants.

Si ces sous-traitants ne sont pas encore désignés au jour du dépôt de l'offre, le candidat a l'obligation d'indiquer dans l'acte d'engagement le détail des prestations et le montant éventuel de prestations qu'il envisage de sous-traiter par la suite, au cours de l'exécution du marché.

## **ARTICLE 5- EXECUTION DES PRESTATIONS**

L'exécution des prestations doit se faire conformément aux stipulations du marché. Le titulaire devra se référer aux Cahiers des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché, les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché.

## **ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHÉ**

### **6.1 – Présentation des prix**

Les prix seront présentés :

- à l'acte d'engagement ATTRI1, et si besoin à son annexe DC4 en cas de sous-traitance, joints au dossier de consultation des entreprises,
- au bordereau de prix que complétera le candidat, annexés à l'acte d'engagement et dûment paraphés, datés et signés.

### **6.2 – Contenu des prix**

Les prix présentés à l'acte d'engagement et au bordereau des prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- la réalisation des prestations telles que définies dans le présent dossier de consultation des entreprises,

- toutes sujétions comprises pour une exécution complète et soignée des prestations demandées,

Aucun frais supplémentaire ne peut s'ajouter au contenu des prix comme ci-dessus définit.

### **6.3 – Détermination des prix de règlement**

Les prix seront donnés en euros hors taxes et toutes taxes.

Le marché est conclu aux prix figurant à l'acte d'engagement et à son annexe « bordereau de prix ».

Le soumissionnaire est réputé avant la remise de son offre :

- avoir contrôlé toutes les indications portées dans les Cahier des Clauses Techniques Particulières, dans le règlement de consultation ainsi que dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, notamment celles données par les pièces écrites et s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes.

Tout ce qui serait indiqué dans les pièces écrites du dossier remis au titulaire mais ne figurant pas sur les annexes ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents,

- s'être entouré de tous les renseignements utiles auprès du pouvoir adjudicateur.

En outre, le soumissionnaire du marché reconnaît formellement que les prix qu'il a consentis tiennent compte de toutes les prestations décrites au sein du présent dossier de consultation des entreprises ainsi que des prestations, garanties et obligations résultant du marché, des impôts, des taxes et redevances en vigueur, et de toutes charges et aléas pouvant résulter de l'exécution du marché.

Aucun frais supplémentaire ne peut s'y ajouter. Le montant TTC s'entend au taux de TVA en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

### **6.4 – Dispositions sur les prix**

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres à l'acte d'engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans la décomposition du ou des bordereau(x) de prix le montant total ne sera pas rectifié pour le choix de l'offre la plus avantageuse. Toutefois, si l'entreprise concernée est sur le point d'être retenue, elle sera invitée à rectifier cette décomposition pour la mettre en cohérence avec le prix forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée.



## ARTICLE 7 – REVISION DE PRIX

Les prix sont fermes pendant toute la première année du marché.

Les prix unitaires figurant à l'acte d'engagement et au bordereau de prix détaillés sont réputés établis aux conditions économiques du mois de septembre 2025. Ce mois étant appelé mois 0.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après : Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

Les prix sont révisés selon la formule suivante :

$$Pr = Pi [0,125 + (0,875 \times [x1/x0])]$$

Pr = prix révisé Pi = prix initial

x0 = Indice du coût du travail, salaires et charges, dans le secteur des services administratifs, soutien  
Identifiant : 001565152 - valeur au trimestre de remise de l'offre précisé dans l'engagement

x1 = Indice du coût du travail, salaires et charges, dans le secteur des services administratifs, soutien  
Identifiant : 001565152 - valeur au trimestre de la révision

Si l'indice du mois de révision n'est pas connu, la révision s'effectue sur la base du dernier indice connu.

En tout état de cause, l'augmentation des tarifs, ne peut être supérieure de 3% à chaque révision.

Le titulaire s'engage à faire parvenir au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, son nouveau barème. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations.

Les clauses limitatives suivantes sont applicables :

- Le titulaire adressera préalablement sa demande d'ajustement en respectant un préavis de trois semaines au service Comptabilité, dont les coordonnées figurent à l'article 8 ci-dessous. Il mentionnera le numéro, l'intitulé du marché et fera ressortir sur sa demande le montant de la prestation avant ajustement et son montant après ajustement.
- Le titulaire est tenu de présenter sa demande d'ajustement des prix du marché chaque année au moment de la reconduction. A défaut pour lui d'y avoir procédé, il ne pourra faire valoir ses droits en réclamant à la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne une révision pour l'année ou les années écoulées.

Tout ajustement de tarif, accepté par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

## **ARTICLE 8 – MODE DE REGLEMENT – FACTURATION**

### **8.1 – Conditions de paiement**

Les sommes dues seront payées en euros dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

Le marché est financé sur fonds propres de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

### **8.2 – Conditions de facturation**

Les factures seront trimestrielles et libellées en euros et adressée **via CHORUS PRO** (indiquer le n° siret 188 708 010 00023 et le n° du marché 20252909)

Les factures afférentes au paiement seront libellées en euros et établies en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal (en cas de changement de coordonnées bancaires, le prestataire en avisera l'administration par courrier auquel sera joint un relevé d'identité bancaire ou postal),
- le numéro et la référence du marché,
- la désignation complète des produits, leur conditionnement et leur qualité,
- l'adresse de livraison,
- le montant des prix unitaires hors taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- la date,

La facture sera libellée en euros. Le règlement des prestations se fera en euros.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA, et l'administration lui communiquera un numéro d'identification fiscale. La monnaie de compte du marché est l'euro.

## **ARTICLE 9 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

### **9.1 – Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel, ou aux biens du gestionnaire, aux tiers, y compris aux aéronefs, ainsi qu'à l'environnement, par le titulaire, ses sous- traitants, préposés, personnels, toute personne intervenant pour son compte ou tout matériel dont il a la propriété ou dont la garde lui est confiée du fait de l'exécution ou de l'inexécution du contrat ou d'une négligence ou d'un manquement dans l'exécution du contrat, sont à la charge du titulaire, lequel renonce à Recours contre le gestionnaire et ses assureurs, sauf faute lourde ou intentionnelle du gestionnaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le gestionnaire, du fait de l'exécution du marché (ou contrat), sont à la charge du gestionnaire, lequel renonce à Recours contre le Titulaire et ses assureurs, sauf faute lourde ou intentionnelle de ce dernier.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du gestionnaire, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le gestionnaire au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

**Le titulaire relève, garantit et défend le gestionnaire, et les assureurs du gestionnaire, contre les sinistres et/ou les recours de tiers ayant leur origine dans le matériel en propriété ou dont la garde lui est confiée, les prestations, services et travaux qu'il fournit ou réalise, ou dans les agissements de ses préposés.**

Le Titulaire et ses sous-traitants sont responsables du bon déroulement de l'ensemble des prestations de services effectuées dans le respect des règles de l'art. Ils s'engagent à respecter la réglementation en vigueur.

En complément des dispositions ci-dessus, viennent s'appliquer les dispositions suivantes :

**- Dommages survenus à l'occasion de l'utilisation des matériels appartenant à l'Aéroport de Limoges-Bellegarde :**

Tous matériels dont la garde est confiée au Titulaire par la mise à disposition desdits matériels par le Gestionnaire au Titulaire, resteront la propriété du Gestionnaire pendant toute la durée du contrat. Tous dommages subis par ces matériels à l'occasion de l'exécution du contrat, seront de la seule responsabilité du Titulaire.

La responsabilité du Gestionnaire ne pourra être recherchée en cas d'accident survenant à l'occasion de l'utilisation par le personnel du Titulaire de matériels mis à sa disposition par le Gestionnaire.

Le Titulaire ne confiera l'utilisation de ces matériels qu'à des personnes ayant été formées à cet effet et disposant de permis et/ ou toute autre habilitation nécessaire(s).

**9.2 – Assurances à souscrire par le titulaire à ses frais**

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires à son activité sur le site aéroportuaire. L'ensemble des conditions d'exercice et d'activité devra être correctement déclaré pour le bon fonctionnement des garanties d'assurances.

Il appartient au Titulaire de vérifier l'adéquation des conditions contractuelles du contrat avec ses propres assurances.

**En aucune manière, les contrats d'assurances souscrits ne sauraient être interprétés comme une clause d'exonération ou de limitation de responsabilité de l'entrepreneur vis-à-vis du Gestionnaire.**

Il appartient au Titulaire de s'assurer du bon état de conservation et de fonctionnement du matériel au moment de sa mise à disposition par le Gestionnaire.

### **Assurance responsabilité civile**

Le Titulaire devra justifier, dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification du présent marché, de la souscription d'une (ou de plusieurs) police(s) d'assurances responsabilité civile couvrant sa responsabilité civile avant livraison/réception (Responsabilité civile exploitation), sa responsabilité civile après livraison/réception (Responsabilité civile produits) et/ou sa Responsabilité Civile professionnelle ainsi que sa Responsabilité Atteintes à l'Environnement.

Cette (ou ces) police(s) d'assurances aura pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber aussi bien au(x) Titulaire(s) qu'aux sous-traitants, du fait et/ou à l'occasion du présent contrat, à raison de tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris à l'Aéroport, tant de son propre fait ou de ses préposés, salariés ou non, que du fait de ses sous-traitants.

Les montants de garantie devront être suffisants. La détermination des montants relève de la seule responsabilité du Titulaire, l'insuffisance de garanties restant à la charge de ce dernier et ne pouvant entraîner une quelconque responsabilité du Gestionnaire.

### **Attestations d'assurance à fournir par le titulaire**

Au titre des contrats d'assurance précités, le Titulaire s'engage :

- à faire immédiatement part de tous modifications, changements, résiliations qui interviendraient sur ce(s) contrat(s) ;
- à s'acquitter régulièrement des primes y afférentes et à informer le Gestionnaire de tout retard et par la même à maintenir le contrat en cours ;
- à produire dans un délai de quinze jours suivant la notification du présent marché les attestations d'assurance établies par ses assureurs, attestations qui sont réputées faire partie intégrante du marché.

Le Titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et/ou sous-traitants la justification de la souscription des polices d'assurances précitées dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant. En tout état de cause, le Titulaire s'engage à assumer la responsabilité des dommages résultant de ses sous-traitants.

Concernant les sous-traitants, les attestations d'assurances relatives à leurs propres polices d'assurance de Responsabilité Civile devront être produites dans les 15 jours suivant la notification de l'agrément.

Chaque attestation devra expressément indiquer les activités pour laquelle le Titulaire et ses sous-traitants sont garantis, devra être datée de moins de trois mois et émaner de la compagnie d'assurance elle-même.

Elle devra mentionner que l'assuré est à jour du paiement de ses primes et indiquer la date d'expiration de la validité de l'attestation.

Dans tous les cas, si l'exécution du marché s'étend sur une période plus longue que la date de l'expiration de validité des attestations, l'entreprise devra fournir d'autres attestations conformes pour la période subséquente.

Aucun règlement ne sera effectué sans présentation des attestations d'assurance conformes.

L'entreprise signataire s'engage en outre à communiquer à tout moment chacune des polices d'assurances visées ci-dessus sur simple demande du gestionnaire.

## ARTICLE 10 – MONNAIE – LANGUE – DROIT ET REGLEMENT DES LITIGES

L'unité monétaire tenue pour la conclusion du marché est l'euro.

Les candidats formuleront leur offre en euros.

Les offres des candidats et tous les documents relatifs au présent marché seront entièrement rédigés en français.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Il sera fait application des dispositions de l'article 46 du CCAG/FCS. Le tribunal administratif est seul compétent pour régler les litiges relatifs au présent marché.

## ARTICLE 11 – PENALITES

Si le titulaire ne respecte pas les délais de livraison, et en dérogation au CCAG-FCS, seront appliquées des pénalités forfaitaires.

Les revues de suivi de la prestation et les réunions d'exploitation sûreté permettent de suivre l'ensemble de la qualité de la prestation au vu de la réglementation, des statistiques opérationnelles et des attentes du gestionnaire.

En conséquence, en cas de défaut avéré du prestataire, des pénalités seront appliquées sur les points indiqués dans **le CCTP concernant les prestations « Sûreté »**.

Les modalités du CCAG-FCS s'appliquent pour les prestations « Gestion parking » (article 14).

Une pénalité sera appliquée au titulaire qui ne se sera pas régulièrement acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail.

Le montant de cette pénalité sera égal à 10 % du montant du marché, sans pouvoir excéder celui des amendes qu'il aura encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

## ARTICLE 12 – RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS (articles 38 à 45).

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2143-3, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-11, R.2143-12, R.2143-16 du code de la commande publique, l'infraction caractérisée aux clauses contractuelles peuvent entraîner, par décision du pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur, des documents nécessaires à la candidature initiale de toute

personne juridique, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 13 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE ET DE SECRET**

Dans le cadre de la réalisation de la commande, le fournisseur (ou titulaire du marché) qui a accès ou traite des données individuelles est tenu au respect de la législation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel et assure un niveau de sécurité adéquat de manière à en garantir l'intégrité et la sécurité de ces données. Ce niveau de sécurité doit être conforme à la réglementation en vigueur (loi Informatique et Libertés N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection de personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données (RGPD).

Par ailleurs, le fournisseur (ou titulaire du marché) est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et celui de ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution de la commande.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne au titulaire, au titre de l'article 1217 du Code Civil (sans préavis ni indemnités).

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues inutilisables de son fait.

En cas de sous-traitance de données, une convention spécifique sera signée avant l'attribution définitive de la commande (ou du marché).

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

<b>ARTICLE 14 – DEROGATION AU CCAG/FOURNITURES COURANTES ET SERVICES</b>
--

Article 7 : Révision du prix

Article 9 : Assurance et responsabilités

Article 11 : Pénalités